

N°971

du 18
NOVEMBRE
2016



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.6 Achèvement du Document
pays 2011-2015

**Le bilan de
la mise en oeuvre
de la stratégie
d'assistance de la BAD
globalement positif**

P.3 Renforcement de la gestion des finances publiques

Fin du projet conjoint UE-FMI

**Résultats : une satisfaction globale malgré des disparités*



Sani Yaya, Ministre de l'Economie
et des Finances

P.2 Musique
Tabi Bonney, rappeur américain
d'origine togolaise à Lomé en décembre

P.4 Sécurité aérienne en Afrique
et à Madagascar
Le Nigérien Mohamed Moussa prend
les commandes de l'ASECNA

P.3 Pour le suivi des recommandations liées aux difficultés
actuelles du projet

**Le «retour à la normale» du
Gazoduc évalué dans 4 mois**

P.4 Programme WARCIP de communication

**Mettre en avant le coût des TIC par
rapport au pouvoir d'achat des ménages**

PA-LUNION .com

L'actualité nationale et internationale en vrai

24h/24

www.pa-lunion.com

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- Abonnement: Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

AZIMUTS INFOS

La pilule contraceptive bientôt disponible pour les hommes ?

Des chercheurs australiens ont trouvé le moyen de rendre des souris mâles temporairement infertiles. Cette découverte pourrait conduire au développement d'une pilule contraceptive masculine. Encore faut-il surmonter certaines barrières scientifiques et culturelles. Les hommes seront-ils prêts à assumer la responsabilité de la contraception ?

De tout temps, les populations humaines ont cherché des solutions pour s'épanouir dans leur sexualité sans pour autant procréer. En 1600 avant J.-C. déjà, les femmes de Mésopotamie utilisaient des pierres qu'elles s'introduisaient dans le vagin pour éviter de tomber enceinte. Les premiers préservatifs, confectionnés à base d'intestins de petits animaux, auraient quant à eux vu le jour dans l'Égypte ancienne.

Heureusement, depuis cette époque lointaine, beaucoup de progrès ont été réalisés dans ce domaine. Freinée par les réticences religieuses et culturelles, l'évolution des moyens de contraception a cependant pris du temps. En France, c'est seulement depuis le projet Simone Veil en 1974 que la contraception est complètement libéralisée dans le pays. Aujourd'hui, toutes les femmes, quel que soit leur âge, peuvent prendre la pilule et avoir une activité sexuelle sans craindre une grossesse non désirée.

La pilule contraceptive est une méthode hormonale qui modifie le cycle naturel de la femme et bloque la libération de l'ovule par les ovaires. Lorsqu'elle est correctement utilisée, elle empêche la survenue d'une grossesse dans presque 100 % des cas. Cependant, son usage n'est pas sans inconvénients. La prise de pilule peut en effet s'accompagner de troubles divers comme des nausées, des saignements, une prise de poids et une baisse de la libido. D'autre part, l'association du tabagisme et de la prise de pilules favorise le risque d'accidents cardiovasculaires.

Une méthode non hormonale sans risque pour la fertilité masculine

Et si la gent masculine partageait un peu le fardeau des femmes ? Les recherches sur la contraception des hommes existent mais prennent du temps, probablement pour différentes raisons, à la fois médicales et culturelles. Les chercheurs travaillent sur une méthode qui bloquerait la fertilité temporairement sans pour autant perturber l'érection et la libido. Jusqu'à présent, aucune contraception fiable et sans effets secondaires n'a été trouvée.

Des solutions commencent cependant à pointer le bout de leur nez. L'année dernière par exemple, des chercheurs états-uniens ont découvert les vertus contraceptives d'une molécule, nommée JQ1, connue jusqu'alors pour ses effets anticancéreux. Dans une étude récente, des scientifiques australiens de l'université Monash à Melbourne viennent de faire un nouveau pas en avant sur ce sujet. Leur approche est novatrice. Au lieu de chercher le moyen de bloquer la spermatogénèse, ils se sont intéressés à une stratégie alternative pour neutraliser temporairement la fertilité sans l'endommager. Leurs résultats, publiés dans la revue PNAS, pourraient conduire à l'élaboration d'une pilule contraceptive masculine sans effets secondaires majeurs.

Pourrait-on inhiber la fertilité masculine en empêchant les spermatozoïdes de se déplacer ? Pour répondre à cette question, les scientifiques ont fabriqué des souris mâles mutantes ne synthétisant plus deux récepteurs protéiques, P1A et P2X1, tous deux impliqués dans le transport du sperme de l'épididyme, un petit organe accolé aux testicules, vers l'urètre. Ils avaient vu juste : les rongeurs mutants, incapables d'éjaculer, sont devenus complètement infertiles. En revanche, l'activité sexuelle des mâles est restée la même. En d'autres termes, ils continuent de s'accoupler normalement, la seule différence étant l'absence d'éjaculation. Les chercheurs ont également montré que le sperme, bien qu'incapable de voyager jusque dans les organes génitaux des femelles, était de bonne qualité et pouvait être utilisé en vue d'une insémination artificielle.

Les hommes sont-ils prêts à prendre la pilule ?

Avec cette étude, les chercheurs ont pu identifier deux récepteurs cellulaires indispensables au transport du sperme et à la fertilité. Ce n'est que la première étape. Reste maintenant à mettre au point des médicaments capables de bloquer l'action de ces deux protéines, de manière temporaire. Les auteurs sont plutôt optimistes. Selon eux, un contraceptif oral pour les hommes devrait être disponible sur le marché d'ici une dizaine d'années. Mais de nombreuses études chez la souris et chez l'homme sont encore nécessaires pour y parvenir. Il serait par exemple important de vérifier que ce traitement ne modifie pas le plaisir ressenti lors d'un rapport sexuel.

Une fois ce contraceptif mis au point, encore faudra-t-il que la société soit prête pour de tels médicaments. " Les sondages nous montrent que les jeunes hommes d'aujourd'hui sont de plus en plus responsables vis-à-vis de la contraception ", explique Sabatino Ventura, le directeur de l'étude. " Cette méthode contraceptive n'est pas hormonale et n'a pas d'impact sur le développement du sperme, ajoute-t-il. Les hommes auront probablement moins de réticence à la prendre. " Mais entre la théorie et la pratique, il y a souvent un fossé. Les mentalités évoluent mais les barrières culturelles sont ancrées et il faudra probablement du temps pour que la contraception masculine entre dans les mœurs.

Musique

Tabi Bonney, rappeur américain d'origine togolaise à Lomé en décembre

La majorité des Togolais ne le connaissent certainement pas. L'ambassade américaine a décidé de nous le faire découvrir en décembre. Tabi Bonney, de son vrai nom Tabiabuè Bonney, est né au Togo mais a grandi aux États-Unis. Il est le fils du chanteur Itadi Bonney, décédé il y a quelques années et chanteur afro-pop du Togo pendant les années 1970. Actuellement basé à Washington, Tabi Bonney a produit des singles, " Don't touch it ", " The Pocket ", avec lequel il a fait un

featuring avec Raheem de Vaughn. Il chante avec Wiz Khalifa. Il a aussi réalisé et produit entre autres, le clip du titre " My Sweetie " du rappeur américain Wale, et a fait partie du même groupe musical universitaire que LL Cool J, Cam'ron et Outkast. Tabi sera à Lomé en décembre pour un atelier vidéo et musical.

Il a à son actif plusieurs albums dont Bonney & Carter, A Fly Guy's Theme (2006), Dope (2009), Fresh (2010), The Summer Years (2011).

Il animera un atelier à Lomé.



Prix

Gaël Faye, prix Goncourt des lycéens

Avec Petit pays (Grasset), le petit nouveau des lettres françaises signe un roman remarqué et récompensé par le Goncourt des lycéens.

Gaël Faye, figure montante de la scène rap française, fait une rentrée remarquée en littérature. Gaël Faye est né au Burundi en 1982 d'une mère rwandaise et d'un père français. Il vivait paisiblement avec sa sœur et son père quand éclata la guerre civile qui devait tristement se terminer par le génocide de l'ethnie Tutsi. C'est la fin du rêve, le début d'une violence aveugle jetée comme un voile noir sur un pays à feu et à sang. Un traumatisme origi-

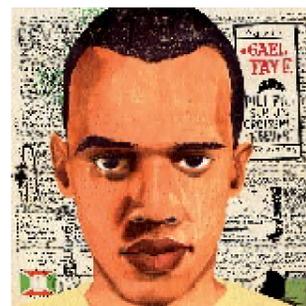
nel pour l'écrivain. Lui et sa sœur s'envolent alors pour la France, en janvier 1995.

Dans Petit pays, Gaël Faye retraces sa propre trajectoire, celle d'un métis franco-rwandais à l'enfance arrachée par la guerre civile mais en deuil d'une vie paisible des premières années, au bord du Tanganyika.

Gaël Faye est un chanteur, rappeur, auteur-compositeur-interprète et écrivain franco-rwandais. En dépit de son nom et même si les médias français le présentent comme un Rwandais, Gaël Faye est bel et bien français, car né d'un

père français de souche, ambassadeur au Burundi et d'une mère rwandaise. Il est né en 1982 à Bujumbura. En 1995, après le déclenchement de la guerre civile et le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994, il arrive avec les siens en France. Gaël Faye, qui passe son adolescence dans les Yvelines, découvre le rap et trouve dans le hip-hop un refuge mental salvateur.

Après un passage par la City de Londres, Gaël Faye abandonne tout pour se consacrer à l'écriture. Une fougue-fléuve qui lui fait écrire chansons, poèmes, pièces de théâtre et nouvelles. En 2010, il forme



le duo Mil Coffee and Sugar avec l'artiste Edgar Seklola et trois ans plus tard, sort son propre album - Pili Pili sur un Croissant au Beurre. Une production tout azimut pour ce touche-à-tout qui mêle les genres. La preuve en musique puisque avant d'être un roman, Petit pays est une chanson éponyme.

Nécrologie

Les cinéastes Joseph Traoré et Arthur Si Bitwa nous ont quittés

Le comédien Joseph Traoré dit " Gros J' " est mort ce 13 novembre 2016, à son domicile, à Ouagadougou, Burkina Faso, nous ont appris nos confrères burkinabès de l'ASCRIC (Association burkinabè des Critiques de cinéma).

Il était un des pionniers du cinéma

burkinabè, Joseph Traoré vivait reclus depuis quelques années loin des plateaux suite à une lourde maladie (et un certain oubli d'une partie de la profession, confiait-il à Emmanuel Sama en 2010). Les critiques de cinéma lui avait rendu hommage à l'occasion de la

Deuxième Semaine de la critique cinématographique SECRI CO en 2011, à Ouaga et lui ont décerné l'étalon de reconnaissance de Yennenga pour sa carrière. Il a joué dans plusieurs films et séries burkinabès dont Wenderi, Siraba, Sita, ou encore le court métrage La mariée était barbue de Valérie Kaboré (2001-2002).

Le réalisateur et scénariste camerounais Arthur Si Bitwa aussi est décédé des suites d'un malaise au Festival national des arts et de la culture (FESNAC) le 12 novembre 2016, Yaoundé. Né en 1948 à San Meina, il est diplômé en lettres modernes et

théâtre. Enseignant et critique de cinéma, il a signé le premier gros budget du cinéma camerounais, en 1983) avec LES COOPERANTS (environ 155 millions FCFA soit plus de 200 000 euros). Le film fut un succès, avec l'acteur Gérard Essomba dans les premiers rôles.

En Novembre 2016, il a reçu la médaille de Chevalier de l'ordre de la valeur décernée par le ministre des Arts et de la culture, Narcisse Mbuele Kombi, quatre jours avant sa mort survenue le samedi 12 novembre 2016, après un malaise lors du Festival national des arts et de la culture (FESNAC), à Yaoundé.

Cinéma

Brillante Mendoza soutient à fond Rodrigo Duterte

Le plus célèbre cinéaste philippin prend fait et cause pour Rodrigo Duterte, pourtant critiqué partout dans le monde pour son action violente, notamment dans sa lutte contre le trafic de drogue.

Le réalisateur philippin Brillante Mendoza, 56 ans, roule officiellement pour Rodrigo Duterte. Encore présent à Cannes cette année, avec Ma Rosa (et récompensé du prix d'interprétation féminine), il vient de réaliser le premier discours à la Nation du président, qui s'est attiré les foudres de bon nombre de capitales occidentales et d'organisations de défense des droits de l'homme pour la violence de sa politique anticriminalité. Brillante Mendoza, qui a également tourné deux courts-métrages défendant l'action gouvernementale (l'un évoque un toxicomane qui rate les grands événe-

ments de la vie de sa fille, et l'autre une femme travaillant à l'étranger pour envoyer de l'argent à son fils drogué), estime dans un entretien à l'AFP que l'incompréhension suscitée à l'étranger par le septuagénaire est avant tout la conséquence d'un fossé « culturel » entre les sociétés occidentales et philippine. « Si y a une personne qui comprend la situation, c'est le président, assène-t-il depuis Manille. Je sais que beaucoup de gens ne soutiennent pas tout ce qu'il fait. Mais, quand on connaît la situation, on sait qu'il fait ce qu'il faut faire. »

« Je ne suis pas en train de défendre l'idée que les pauvres doivent être tués, juge néanmoins utile de préciser le réalisateur. Mais au final, il ne faut pas regarder le problème de la drogue que de ce point de vue » a-t-il ajouté.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Witi - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
BOGLA Guillaume

Renforcement de la gestion des finances publiques

Fin du projet conjoint UE-FMI

***Résultats : une satisfaction globale malgré des disparités**

Late Pater

A la sortie de son conseil des ministres du 14 novembre 2016, le gouvernement indique que «le projet de loi de finances pour 2017 intervient dans un contexte où notre pays s'engage, sous la haute autorité de son Excellence, Monsieur le Président de la République, sur la voie de nouvelles réformes structurelles et institutionnelles visant à renforcer l'assainissement des finances publiques». L'occasion pour L'UNION de revenir sur l'un des derniers regards extérieurs posés sur la gestion des finances publiques lors des cinq dernières années. En la matière, le Togo s'est engagé dans un projet conjoint de la délégation de l'Union européenne et du Fonds monétaire international

(FMI) de renforcement de la gestion des finances publiques. Lequel projet s'est étendu sur la période allant de septembre 2012 à octobre 2016. Du coup, en septembre 2016, une mission a séjourné à Lomé pour son évaluation finale. Et, logiquement, identifier les réformes prioritaires qui n'ont pas abouti dans les différents secteurs couverts par le projet. Pour répondre à l'objectif général du renforcement de la gestion des finances publiques, un grand dispositif d'assistance technique a été mis en place, avec des conseillers résidents à Lomé, des missions depuis le siège des deux partenaires (UE et FMI), des séminaires et ateliers, et des missions d'experts de court terme.

Les faits

Selon les termes de l'évaluation,

le niveau d'atteinte des résultats est globalement satisfaisant et évalué à 3.1 sur un total de 4, mais il cache des disparités selon les objectifs spécifiques. Ce qui fait dire que, malgré les résultats du projet, la performance dans la gestion des finances publiques reste globalement peu satisfaisante. Au rang des résultats totalement ou largement atteints, on cite l'adoption d'une feuille de route dite réaliste pour mettre en œuvre le plan d'actions de la gestion des finances publiques. Des activités de dissémination des directives de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) ont été également menées et une feuille de route pour leur mise en œuvre a été adoptée ainsi que celle relative à l'adaptation et à la refonte du système inté-

gré de gestion des finances publiques (SIGFIP). Dans l'objectif d'améliorer la qualité des données budgétaires et comptables et renforcer les capacités de la Cour des comptes, les comptes définitifs des années 2012, 2013, 2014 et 2015 ont été déposés, dans les délais requis, à la Cour des comptes qui, selon la mission, dispose désormais de capacités renforcées.

Par contre, en ce qui concerne l'amélioration de l'exécution budgétaire, il est constaté que la déconcentration de l'ordonnancement n'est toujours pas engagée ; les plans de trésorerie préparés sont de faible qualité et leur utilisation est limitée par les préfinancements des investissements dont la programmation, peu maîtrisée, limite fortement la disponibilité des ressources pour les dépenses



Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des Finances

suivant la procédure normale ou simplifiée ; les progrès vers l'établissement d'un Compte unique du Trésor sont lents. Plus loin, il est écrit que les formations délivrées en vue de renforcer les capacités du personnel ont été importantes, mais insuffisantes au regard des effectifs cibles. Sans oublier le fait que, malgré le rythme soutenu de l'assistance technique qui a été fournie pour achever la réorganisation du ministère de l'Economie et des finances, «aucun texte de réorganisation du dit ministère n'est finalisé depuis 2014».

Du coup, les résultats, obtenus selon la méthodologie du cadre d'évaluation de la gestion des finances publiques (PEFA), montrent que des progrès ont été certes enregistrés entre 2009 et 2016, mais le système de la gestion des finances publiques reste globalement faible à quelques exceptions près (gestion de la passation des marchés). «Les fonctions fondamentales de gestion des finances publiques ne sont donc pas encore maîtrisées», mentionne le rapport cité par l'une des personnalités rencontrées par la mission d'évaluation. Précisant qu'il s'agit là du grand défi du pouvoir de Lomé sur les prochaines années ; et le ton est donné avec ce cap fixé dans le projet de loi de finances gestion 2017.

Les attentes

Naturellement, ce qui doit être fait va consister à initier le suivi du plan d'actions de gestion des finances publiques suivant les indicateurs de résultats ; accélérer le processus d'adoption des textes de réforme liés aux directives de l'UEMOA et engager la refonte du système intégré de gestion des finances publiques comme des préalables à la modernisation de la gestion des finances publiques ; adopter le projet de décret relatif aux missions du contrôle financier, initier sa déconcentration et celle de l'ordonnancement et renforcer à court terme la gestion de la trésorerie ; finaliser, négocier et signer les conventions de mise en place du système de Compte unique du Trésor ; renforcer le comité technique de formation, élargir les formations et mobiliser les ressources afin de renforcer les capacités du personnel. Il faut aussi améliorer la qualité des données budgétaires et comp-

tables en mettant en place la comptabilité à partie double à l'Office togolais des recettes et en renforçant les capacités d'analyse des rapports trimestriels d'exécution budgétaire et leur diffusion. Sans oublier de finaliser le décret portant réorganisation du ministère et le faire adopter en conseil des ministres.

Enfin, la mission d'évaluation tire des leçons en quatre points de la mise en œuvre du projet. **Engagement des autorités et des partenaires techniques et financiers/ Un engagement des autorités pour les réformes devrait se traduire davantage dans la mise en œuvre effective.** Le soutien financier de l'UE et du FMI, complété par celui d'autres partenaires, a facilité les progrès en gestion des finances publiques. L'engagement des autorités a été déterminant dans la mise en œuvre effective de certaines réformes (suivi du plan d'actions, SIGFIP, données comptables). D'autres réformes ont souffert de l'insuffisance d'engagement des autorités (la déconcentration du contrôle financier et de l'ordonnancement, le compte unique du Trésor, la réorganisation du ministère de l'Economie et des finances).

La mise en œuvre des réformes en gestion des finances publiques a manqué un important levier qui est un programme soutenu par le FMI. **Pilotage et suivi/ Le leadership pour un pilotage et un suivi renforcés doit être affirmé.** Les avancées réalisées dans l'adaptation du SIGFIP ont été soutenues par la mise en place d'un groupe de projet. Une faiblesse dans le pilotage ne facilite pas l'aboutissement des réformes.

Appropriation/ L'appropriation par les bénéficiaires est à renforcer. Les domaines ayant connu une insuffisante appropriation par les bénéficiaires ont aussi enregistré moins d'avancées (la déconcentration du contrôle financier et de l'ordonnancement, le renforcement des capacités, la réorganisation du ministère). **Résistance au changement/ L'approche devrait consister à atténuer les résistances par des stratégies de conduite du changement.** Certaines réformes se sont heurtées à des résistances, par crainte de perte d'avantages (la déconcentration du contrôle financier et de l'ordonnancement, la réorganisation du ministère).

Pour le suivi des recommandations liées aux difficultés actuelles du projet

Le « retour à la normale » du Gazoduc

évalué dans 4 mois

Il s'agit d'un ardent espoir des quatre pays liés au projet Gazoduc qui est lisible dans le communiqué final du conseil des ministres du 8 novembre 2016, suite à un compte rendu du ministre Dédérivè Ably-Bidamon des Mines et de l'énergie. «Conçu pour assurer le transport du gaz naturel du Nigeria afin d'approvisionner le Bénin, le Ghana et le Togo, et satisfaire leurs besoins énergétiques, il apparaît que le projet traverse quelques difficultés essentiellement dues à des cumuls d'arriérés, nécessitant plusieurs rencontres de haut niveau entre les pays membres ; un plan de redressement du projet assorti d'un chronogramme d'exécution a été adopté par le comité des ministres chargé de ce secteur lors de la réunion de haut niveau tenue à Accra, le 6 octobre, et augure d'un retour prochain à la normale», a indiqué le texte. Et, dans cette optique, les ministres se retrouveront au premier trimestre 2017 au plus tard, c'est-à-dire dans 4 mois, pour évaluer la mise en œuvre des recommandations qui sont le fruit d'un processus entamé en juillet.

En effet, les ministres des Etats parties au Gazoduc de l'Afrique de l'ouest (Bénin, Ghana, Nigeria et Togo) s'étaient réunis à Abuja le 12 juillet 2016 pour discuter l'état de l'exploitation du Gazoduc avec les défis et les graves difficultés financières auxquelles font face la société West African Gas Pipeline Company (WAPCo) et l'Autorité du Gazoduc de l'Afrique de l'ouest

(AGAO). Le constat est que, en ce qui concerne l'exploitation, les volumes contractuels du gaz ne sont jamais livrés. Les difficultés financières sont nées du cumul d'arriérés de factures par le client principal qu'est la Volta River Authority (VRA), l'une des sociétés d'électricité du Ghana qui gère le barrage d'Akossombo. A la réunion, les ministres ont ainsi convenu de veiller à ce que la société nigériane qui fournit le gaz aux clients (N-Gas) reprenne les livraisons de gaz à VRA dans les meilleurs délais et que, dans un délai de 60 jours, la VRA paye 50 millions de dollars US à WAPCo sur les 186 millions de dollars US. Des directives ont été aussi données pour la mise en place d'un comité de finance et d'un comité d'exploitation chargés respectivement de proposer des solutions pour trouver plus de liquidités à WAPCo, en considérant entre autres la restructuration de la dette de la VRA par le rachat de la dette par des institutions financières intéressées, et d'élaborer des plans d'action pour avoir au moins 847.560 m³ par jour dans les 60 jours et 1.695.120 m³ par jour à fin 2016. A long terme, il a été proposé que WAPCo et l'AGAO devront développer un mécanisme de réduction du tarif actuel du gaz pour encourager des volumes supplémentaires de gaz de la sous-région.

Répondant au délai de 60 jours pour une évaluation des actions menées, les ministres se sont ainsi réunis à Accra. Aussi ont-ils noté le paiement de 20 millions de dollars US par VRA sur les 50 mil-



Marc Dédérivè Ably-Bidamon, Ministre des Mines et de l'Energie

lions à payer et la non-reprise des livraisons de gaz à VRA, à encreire la présentation du ministre Ably-Bidamon. Ils sont arrivés aux conclusions suivantes: un volume de 1.130.080 m³ au moins de gaz est disponible par jour; N-Gas travaillera de concert avec les producteurs de gaz pour arriver à livrer régulièrement au moins 1.977.640 m³ par jour avant la fin 2016; la possible instauration d'un système de prépaiement (c'est-à-dire paiement avant livraison) aussi bien pour les clients existants que pour les nouveaux est envisagée; WAPCo envisage l'augmentation de son capital. A l'issue de leurs travaux, les ministres ont marqué leur accord sur certains points: la reprise des livraisons de gaz à fin octobre 2016 par des mesures urgentes, sous réserve d'un paiement par VRA de 10 millions de dollars US avant fin octobre 2016, ce qui déclenchera le système

«paiement contre livraison» qui exige de VRA un prépaiement mensuel de 10 millions de dollars US avant toute livraison de gaz; le système «paiement contre livraison» reste en vigueur pendant que VRA trouve des solutions pour le paiement des arriérés de dettes à WAPCo dans les 90 jours; la portion de la dette concernant N-Gas (88 millions de dollars US) sera traitée entre les gouvernements du Ghana et du Nigeria dans un délai de 180 jours; le comité d'exploitation fera des propositions pour élargir la base de la clientèle de WAPCo; le comité de finance proposera des solutions pratiques pour trouver un prêt d'au moins 20 millions de dollars US comme fonds de roulement avec un taux d'intérêt acceptable pour VRA; la BAD et d'autres institutions financières seront invitées à apporter leur assistance financière à WAPCo, à

(suite à la page 4)

Mise en œuvre du Programme WARCIP de communication Mettre en avant le coût des TIC par rapport au pouvoir d'achat des ménages

Jean Afolabi

Dresser un état des lieux et le diagnostic de la fiscalité du secteur de l'économie numérique dans les domaines des importations des infrastructures de télécommunications, de la fourniture des services de télécommunications et TIC, des importations et vente des équipements terminaux ; proposer un benchmark des meilleures pratiques et expériences en matière de la fiscalité du secteur du numérique ; proposer une comparaison de cette fiscalité sectorielle d'une part avec deux autres secteurs importants pour l'économie nationale, d'autre part avec quatre autres pays de la zone UEMOA (Sénégal, Bénin, Burkina Faso et Côte d'Ivoire) ; faire un diagnostic de la structure des coûts des équipements et des services TIC par catégorie telle qu'indiquée au premier point... Tels sont entre autres services que l'autorité publique compte solliciter d'un cabinet d'étude sur la fiscalité du secteur de l'économie numérique au Togo.

Le cabinet devra, d'autre part, étudier le degré d'influence de la

fiscalité sur la tarification des services et terminaux de télécommunications et TIC ; analyser le pouvoir d'achat des ménages par rapport à la consommation des TIC ; de proposer des recommandations visant à faciliter l'accès aux TIC grâce à une politique fiscale favorable ; et proposer une politique fiscale pouvant favoriser l'industrialisation des équipements TIC.

A ce sujet, dans le cadre du projet intitulé "West African Regional Communication Infrastructure Program (WARCIP)" financé par la Banque mondiale, le ministère des Postes et de l'Economie numérique invite les Consultants éligibles à manifester leur intérêt et à fournir les services décrits tantôt. Le Consultant (cabinet ou consortium de cabinets) devra justifier d'expériences en réalisation d'études similaires et disposer d'une équipe multidisciplinaire ayant une expérience avérée dans le domaine. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils disposent des qualifications requises et d'expériences pertinentes pour exécuter ces services notamment : les domaines

d'intervention ainsi que les années d'expériences cabinet/consortium ; les qualifications dans le domaine des prestations objet de la consultation et surtout les références concernant l'exécution de contrats analogues et d'envergure équivalentes ; les capacités techniques du cabinet/consortium.

Parmi les critères de choix du cabinet, l'accent est mis sur l'expérience pertinente du cabinet/consortium en matière de fiscalité et d'évaluation des coûts économiques dans les pays en voie de développement, et une grande expérience dans le domaine des TIC au cours des dix (10) dernières années. Et le nombre de missions similaires en matière d'étude fiscale et d'évaluation des coûts économiques dans l'espace UEMOA. Les offres sont attendues au 30 novembre 2016. Le marché sera attribué par la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC) par des procédures mentionnées dans les Directives de la Banque Mondiale. Une liste restreinte de six (6) consultants sera constituée et ils seront tous invités à déposer leurs propositions techniques et financières.

Sécurité aérienne en Afrique et à Madagascar

Le Nigérien Mohamed Moussa prend les commandes de l'ASECNA



Mohamed Moussa, Directeur général de l'ASECNA

La 60^{ème} réunion – session extraordinaire – du Comité des ministres de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), tenue le 11 novembre dernier à Bamako, au Mali, a désigné Mohamed Moussa comme nouveau Directeur général de l'Agence. Mohamed Moussa, qui est de nationalité nigérienne, prendra fonction le 1^{er} janvier 2017, pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable une fois, précise un communiqué de l'ASECNA en date du mardi 15 novembre 2016. Il succèdera à ce poste au Malien Amadou Ousmane Guittéye qui était en fonction depuis le 1^{er} janvier 2011.

Ingénieur de l'aviation civile, Mohamed Moussa a fait presque toute sa carrière au sein de l'ASECNA où il a occupé d'importantes postes de responsabilité dont, entre autres, Directeur des ressources humaines et Chef du Département maintenance. Il a également été ministre de l'Intérieur et des transports de son pays.

L'Agence pour la sécurité de la

navigation aérienne en Afrique et à Madagascar est un établissement public à caractère international créé en 1959. Elle a pour mission essentielle de fournir des services de circulation aérienne sur un espace de 16,1 millions de kilomètres carrés. Ses Etats membres, au nombre de 18, sont : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Centrafrique, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, la France, le Gabon, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, Madagascar, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

En outre, l'ASECNA développe des capacités liées au management des aéroports, aux études et réalisations d'infrastructures aéronautiques, à la maintenance des équipements aéronautiques, à la calibration des instruments d'aide à la navigation aérienne et à la formation aux métiers de l'aviation civile. La région qu'elle contrôle enregistre en moyenne 480.000 mouvements d'avion par an, avait indiqué M. Guittéye en avril 2014 lors d'une rencontre avec l'Association de la presse étrangère au Sénégal.

5ème édition du Prix UEMOA de la Qualité (PUQ)

Le verdict annoncé pour le jeudi 24 novembre 2016

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de "Développement des structures et des programmes de promotion de la qualité", la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) organise la 5ème édition du Prix UEMOA de la Qualité (PUQ). La cérémonie de remise des prix aura lieu le jeudi 24 novembre 2016 à Ouagadougou, au Burkina Faso, indique la Commission. Le Prix UEMOA de la Qualité vise à promouvoir la culture de la qualité dans l'Union, à travers l'incitation des organismes publics et privés à la démarche qualité et la reconnaissance des efforts des organismes méritants en matière de qualité. Il est ouvert à tout organisme public ou privé, installé dans l'un des Etats membres de l'Union, lauréat du Prix d'Excellence de la dernière édition du Prix national de la Qualité. Les référentiels et les conditions d'organisation des Prix nationaux de la Qualité des Etats membres de l'Union et du PUQ sont harmonisés.

Le Prix UEMOA de la Qualité est attribué sous forme de Tro-

phées, de Diplômes et de récompenses financières. Pour chaque catégorie (Cat A, Cat B et Cat C), les récompenses attribuées sont les suivantes : un "Prix d'excellence" ; un "Prix spécial pour le leadership" ; un "Prix spécial pour la réalisation du produit". Ainsi, en plus des trophées et diplômes, des récompenses financières sont attribuées aux lauréats comme suit : Lauréats du Prix d'excellence (5 millions de FCFA par lauréat), Lauréats des Prix spéciaux (3 millions de FCFA par lauréat). Les entreprises lauréates sont également bénéficiaires d'une campagne de communication, permettant ainsi leur connaissance dans la sous-région et dans le monde.

Il est rappelé que le "Développement des structures et des programmes de promotion de la qualité" est l'un des six Programmes de la Politique Industrielle Commune, adopté par l'Acte additionnel n° 05/99 du 08 décembre 1999. Ce Programme vise notamment la facilitation des échanges intracommunautaires et le développement des exportations, grâce à la conformité des produits aux

exigences du marché. La première édition du PUQ a eu lieu en 2005, les autres en 2010, 2012 et 2015. Mais conformément à la Décision de 2014 instituant le Prix UEMOA de la Qualité, celui-ci est désormais organisé tous les deux ans.

Pour le suivi des recommandations liées aux difficultés actuelles du projet

Le « retour à la normale » du Gazoduc évalué dans 4 mois

(suite de la page 3)

moyen et long termes. Enfin, N-Gas (fournisseur principal du gaz) et WAPCo appliqueront les pénalités de retard de paiement au taux commercial bancaire pour inciter la VRA à un paiement rapide des arriérés.

En rappel, prévu pour être étendu aux autres pays de la CEDEAO, le Gazoduc résulte d'un protocole d'accord signé entre les 4 pays qui ont, avec l'appui de la Banque mondiale, réalisé les études de faisabilité ayant abouti à la

Dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a procédé, valeur 15 novembre 2016, à une injection de liquidités d'un montant de 2 100,000 milliards, la totalité du montant mis en adjudication. Les ban-

signature du Traité du Gazoduc en 2003. Son réseau comprend des pipelines en mer et sur terre de 691 kilomètres, une station de compression à Lagos et 4 stations de régulation et de comptage à Cotonou, Lomé, Tema et Takoradi. Le projet a cinq phases que sont la conception, la faisabilité, la préparation, la construction et l'exploitation. La phase fondamentale de la construction a été marquée par un retard d'un an au niveau de la décision finale d'investissement et de quatre ans dans la réalisation des travaux ; ce qui a fait passer le coût

du projet de 615 millions de dollars US à plus d'un milliard de dollars US. Selon le Traité initial, le Gazoduc était uniquement réservé à WAPCo mais, depuis juillet 2012, son accès a été libéré en vue d'attirer les chargeurs de gaz supplémentaires. La phase d'exploitation est, elle, confrontée à des problèmes de sécurité du Gazoduc : on se souvient de l'endommagement en août 2012 du tronçon principal du Gazoduc de 20 pouces sur une trentaine de mètres entre le port de Lomé et la frontière du Ghana.

du projet de 615 millions de dollars US à plus d'un milliard de dollars US. Selon le Traité initial, le Gazoduc était uniquement réservé à WAPCo mais, depuis juillet 2012, son accès a été libéré en vue d'attirer les chargeurs de gaz supplémentaires. La phase d'exploitation est, elle, confrontée à des problèmes de sécurité du Gazoduc : on se souvient de l'endommagement en août 2012 du tronçon principal du Gazoduc de 20 pouces sur une trentaine de mètres entre le port de Lomé et la frontière du Ghana.

quement à 3,4950% et 3,4986%.

Au total, soixante-deux établissements bancaires des huit places de l'Union monétaire ouest africaine (Umcoa) ont participé à l'opération. Les établissements du Bénin et du Mali s'adjugent respectivement 466,220 milliards et 443,808 milliards. Ils sont suivis par ceux de la Côte d'Ivoire avec 423,775, du Burkina Faso avec 317,000 milliards, du Sénégal avec 181,697 milliards, et du Togo avec 134,725 milliards. Le Niger fait 109,575 milliards, et la Guinée-Bissau s'adjuge 23,200 milliards.

D'après la Banque centrale, le montant moyen des soumissions hebdomadaires sur le marché des adjudications est passé de 2.035,9 milliards en août 2016 à 2.775,7 milliards en septembre 2016, soit une hausse de 36,3%. Quant au montant moyen retenu au terme des adjudications du mois sous revue, il est ressorti à 2.037,5 milliards en septembre 2016, après une réalisation de 1.805,8 milliards en août 2016. Le taux moyen pondéré sur le guichet hebdomadaire est ressorti à 3,26% en septembre 2016, contre une réalisation de 3,37% le mois précédent.

FOOTBALL / AFRIQUE

Georges Weah : "Eto'o est à mon avis plus fort que moi"

La star planétaire du football s'est exprimée au sujet du classement des 10 meilleurs footballeurs africains de tous les temps établi par Eurosport.

Hervé A.

Début octobre 2016, Eurosport publiait le classement des dix meilleurs attaquants africains de l'histoire, classant le Camerounais Samuel Eto'o Fils devant le ballon d'or européen 1995, et le footballeur africain du siècle, Roger Milla.

Au Libéria, selon quelques médias locaux, ce classement ne présentait aucune objectivité. "Le second rang octroyé à Georges Weah est indigne compte tenu des performances de ce dernier" avait-on pu lire dans les colonnes du Liberian daily Post. Même s'ils admettent que Samuel Eto'o est talentueux, ils estiment que le

baromètre en Europe du talent reste le ballon d'or décerné sur ce continent.

"J'ai eu le ballon d'or européen et je sais que je l'ai mérité. C'est vrai que Samuel Eto'o n'a pas eu le ballon d'or européen, lui non plus ne l'a pas mérité. A mon avis, ce gars méritait même deux ballons d'or européen. Ce qu'il a réalisé en Europe dépasse de loin tout ce qu'un africain a réalisé en Europe", affirme Georges Weah avant d'ajouter : "Eto'o est à mon avis plus fort que moi. Georges Weah a joué pour mettre en valeur l'Afrique. Eto'o l'a fait et il continue de le faire. Il n'y a pas de rivalités qui tiennent entre un tel



ou un tel. Tous nous voulons voir des africains montrer au monde entier la force de notre continent. J'ai été au sommet, mais mon temps est passé. Samuel Eto'o est aussi somment, son temps aussi passera et un autre prendra le relais. Ce n'est pas pour autant qu'on ne sera pas fiers'.

Hossam Hassan (Egypte, 10e); Rashidi Yekini (Nigeria, 9e); Nwankwo Kanu (Nigeria, 8e); Larbi Ben Berek (Maroc, 7e); Rabah Madjer (Algérie, 6e); Salif Keita (Mali, 5e); Roger Milla (Cameroun, 4e); Didier Drogba (Côte d'Ivoire, 3e); George Weah (Liberia, 2e); Samuel Eto'o (Cameroun, 1er).

Les deux Manchester s'arrachent Serge Aurier !

Une nouvelle fois très bon contre la France mardi soir à Lens avec la Côte d'Ivoire (0-0), Serge Aurier ne cesse d'impressionner. Pas étonnant donc que les grands clubs d'Europe se l'arrachent en ce moment.

D'après les informations de Infosport+, des émissaires de Manchester United étaient dans le nord de la France pour venir superviser le latéral droit du club de la Ville Lumière. Il est vrai que depuis quelque temps, les Red Devils, dirigés depuis cet été par José Mourinho, manquent de spécialistes à ce poste. Mattéo Darmian ne joue presque pas tandis que Valencia n'est pas défenseur de formation, mais ailier. Avec Serge Aurier, United se renforcerait vraiment.

Mais ce n'est pas tout et la concurrence risque d'être rude pour les Mancuniens. Toujours selon la chaîne du groupe Canal+, Manchester City, l'ennemi, suivrait avec attention la situation de l'ancien Toulousain. Mieux ! Pep Guardiola, l'entraîneur des Citizens, serait en contact avec les représentants du joueur et souhaiterait l'attirer chez les Sky Blues dès l'été prochain. Sagna est en délicatesse, mais Aurier devrait venir concurrencer un Zabaleta vieillissant (31 ans).

Lechantre, pourquoi ce n'était plus possible

Avec un bilan chaotique d'une victoire en 7 matchs, d'une non-qualification à la CAN 2017 et d'une dernière place dans le groupe E des éliminatoires du Mondial 2018, le sélectionneur du Congo, Pierre Lechantre, a été limogé mardi.

La 2e journée des éliminatoires du Mondial 2018 aura fait une victime. Défait pour la 2e fois avec le Congo en Ouganda (0-1), le sélectionneur des Diables Rouges, Pierre Lechantre, a été démis de ses fonctions, annonce la presse locale ce mardi. Une issue finalement logique après l'échec de la qualification à la CAN 2017 et un bilan médiocre de 4 défaites, 2 nuls et une victoire depuis son arrivée il y a onze mois.

Le système très plat du technicien français en 5-3-2 était également de plus en plus critiqué, la presse lui reprochant avant le match face aux Cranes son "jeu pourri" ! Dans le même temps, l'ancien sélectionneur du Cameroun semblait tatonner dans ses choix. Après avoir un temps boudé les expatriés comme Ndinga et Oniangue pour s'appuyer sur une ossature locale, il avait fait machine arrière lors du précédent rassemblement.

BOXE/GHANA

John Mahama inaugure un complexe sportif moderne de boxe

Le président du Ghana, John Dramani Mahama, a inauguré mardi soir un complexe sportif de boxe ultramoderne à Bukom, à Accra, a appris APA.

Le complexe baptisé "Trust Sports Emporium", d'une capacité de 4000 places, devrait relancer la boxe dans le pays qui avait jadis eu des moments glorieux dans le monde sportif en général, de la boxe en particulier.

Les installations disponibles à l'Emporium comprennent un auditorium sportif de 800 places, un centre de physiothérapie, un gymnase de deux étages de même qu'une salle de conférence de 300 places.



John Dramani Mahama, Président de la République du Ghana

S'exprimant lors de la cérémonie d'inauguration, le président Mahama a noté que l'absence d'installations sportives modernes a eu des effets négatifs sur le développement du sport dans le pays. Il a par ailleurs rendu hommage à plusieurs boxeurs ghanéens qui ont brillé sur la scène mondiale avec des installations limitées dans leur pays et a exhorté les futurs champions du monde à utiliser ce nouveau joyau.

JEUX OLYMPIQUES 2024

Les Français derrière la candidature de Paris

Paris est la ville favorite des Français pour remporter l'organisation des Jeux olympiques de Paris selon un sondage publié par Sponsoring.fr. 67% des Français soutiennent le dossier de candidature de Paris.

67% des Français soutiennent le dossier de candidature de Paris pour l'organisation des jeux Olympiques de 2024 comme le montre un sondage publié par Sponsoring.fr, réalisé par Future thinking et respondi. Un résultat stable sur un an (avec un taux d'adhésion de 71% en octobre 2015).

Le résultat grimpe sur les répondants "intéressés par le sport" (76%) et les jeunes 18-34 ans (75%).

On apprend également que 63% des Français disent avoir suivi les



Jeux Olympiques de Rio (81% des intéressés par le sport), 70% des personnes ayant suivi les JO à Rio estiment que ce qu'ils ont vu des Jeux de Rio leur a donné

envie que Paris organise les Jeux en 2024 (73% des intéressés par le sport).

Enfin, les Français affichent leur confiance dans la réussite de la

candidature parisienne. 56% des Français pronostiquent la victoire de Paris comme ville organisatrice des JO 2024 devant Los Angeles (34%) et Budapest (10%).

Les contrats de sponsoring maillots les plus lucratifs !

AS dévoilé mercredi le nouveau top 10 des clubs percevant le plus d'argent grâce à leur sponsor maillot. Un classement dominé par Manchester United.

Grâce à Rakuten, son nouveau sponsor maillot, le FC Barcelone change un peu plus de dimension. Les Blaugranas percevront 55 M€ par an - à partir du 1er juillet 2017 et jusqu'au 30 juin 2021 - pour que la firme japonaise affiche son nom sur leur tunique. Qatar Airways, leur précédent sponsor, leur réglait 36 M€ par an. Mieux, en cas de titres, ce montant peut encore gonfler (1,5 M€ de bonus pour un titre en Liga, 5 M€ pour un sacre en Ligue des Champions) ! Des chiffres qui placent les Catalans au deuxième rang des clubs percevant le plus d'argent grâce à leur sponsor maillot d'après un classement publié par AS.

Mais malgré ce bond en avant, le Barça est toujours derrière Manchester United. Chevrolet paye en effet 71 M€ par an pour s'afficher sur le torse de Paul Pogba, Zlatan Ibrahimovic et autres Juan Mata ! Chelsea complète ce podium de luxe. Les Blues sont rémunérés sur les mêmes bases que les pensionnaires du Camp Nou par l'entreprise japonaise Yokohama Tyres, soit 55 M€ par an.

Fly Emirates permet à trois clubs de bien figurer dans ce top 10. La compagnie aérienne sponsorise en effet Arsenal (4e), à hauteur de 40 M€ par an ; le Real Madrid (6e), pour un montant de 32 M€ par an ; et le Paris SG (7e), avec un chèque de 28 M€ par an.

Achèvement du Document pays 2011-2015

Le bilan de la mise en oeuvre de la stratégie d'assistance de la BAD globalement positif

Late Pater

Un nouveau document propose la stratégie d'intervention du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) au Togo pour la période 2016-2020 et l'éligibilité du Togo aux ressources de la Facilité d'appui à la Transition. La nouvelle stratégie devra accompagner les initiatives visant à relever les défis liés à la fragilité du pays dont les inégalités sociales et spatiales, l'absence de décentralisation et la dégradation de l'environnement. Le 12 février 2016, le rapport d'achèvement du précédent document de stratégie pays (DSP) 2011-2015 a indiqué que «le bilan de la mise en oeuvre de la stratégie d'assistance de la Banque pour la période 2011-2015 est globalement positif». Plusieurs enseignements sont tirés. En effet, les rapports d'achèvement du DSP 2011-2015 et d'évaluation des stratégies et programmes de la Banque au Togo sur la période 2004-2013 ont per-

la croissance inclusive et la croissance verte en agissant dans l'agriculture, un secteur à fort potentiel de croissance et qui constitue l'activité principale des Togolais pauvres.

On y lit aussi que la stratégie de la Banque au Togo au cours des cinq dernières années a été **orientée vers les infrastructures et la gouvernance, mais chaque opération était conçue et exécutée sans véritable synergie avec les autres interventions.** «Pour aider le Togo à atteindre les objectifs de développement durable, il s'avère qu'une approche de programmes/projets intégrés soit la mieux appropriée», dit-on. Pour ce faire, la Banque privilégiera des interventions intégrées d'envergure, concentrées sur des secteurs socio-économiques clés afin de mieux contribuer à faire progresser le pays vers la croissance inclusive et la croissance verte.

A noter que le portefeuille actif de la Banque au Togo comprend

seiz jeune, comportant deux projets approuvés en 2015 et deux autres en 2016. Malgré cette performance globalement satisfaisante, il faudra maintenir un suivi continu en vue de relever le niveau de décaissement des projets récemment approuvés.

Les **principaux problèmes relevés** portent sur les faiblesses des capacités des cellules d'exécution des projets; les lenteurs dans le processus de passation des marchés et de décaissement; et les difficultés de mobilisation de la contrepartie nationale. Le suivi du portefeuille est assuré à la fois par les ministères sectoriels et le ministère de l'Economie, des Finances et de la Planification du Développement. Ce dernier assure l'encadrement des missions de préparation et d'évaluation des projets. Les capacités des ministères doivent être renforcées pour assurer une meilleure coordination de l'exécution des projets. En particulier, le renforcement du ministère en charge des finances et de



Faure Gnassingbé (à droite) et Akinwumi Adesina, président de la BAD

mis de comprendre certaines analyses et d'approfondir certains aspects comme la source et la problématique de la fragilité du Togo. La prise en compte des recommandations de ces rapports contribuera à accroître l'efficacité de la Banque dans la réalisation des objectifs de développement du Togo pendant la période du DSP 2016-2020.

Selon la publication de la BAD, **les interventions de la Banque ont été faiblement orientées vers les milieux ruraux.** Les différentes évaluations menées dans le pays montrent la nécessité de réorienter plus équitablement les interventions des partenaires pour relever les défis posés par la pauvreté et les inégalités. Les recettes fiscales collectées par l'Office togolais des recettes (Otr) en 2014 proviennent à 98% de la région maritime (dont 97% de Lomé avec moins de 1% du territoire du pays), contre 2% pour les autres régions qui représentent 89% du territoire et 57% de la population. A cet effet, pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience au Togo, le nouveau DSP marquera une inflexion plus importante sur

neuf opérations pour un montant total d'engagement net de 115,8 millions d'UC (soit 94.414.056 millions de francs Cfa à raison de 1 UC = 815,32 francs Cfa à la date de mai 2016). Il est composé de sept opérations nationales pour une enveloppe de 40,5 millions d'UC (35%) et de deux opérations multinationales pour une enveloppe de 75,3 millions d'UC (65%). Il est financé à hauteur de 75% par des dons. La répartition sectorielle du portefeuille reflète la prédominance des infrastructures de transport avec environ 65%, suivies de la gouvernance économique et financière (17%), du secteur social (16%), du secteur eau et assainissement (1%) et de l'agriculture (1%). Le portefeuille actif ne compte aucune opération du secteur privé. Le portefeuille ne comporte aucun projet à risque, ni de projet âgé. Le taux de décaissement annuel (2015) pour les projets du secteur public est de 20,6%. Le taux cumulé de décaissement se situe à 25,8% en mars 2016 pour un âge moyen de 1,8 an. Ce taux relativement faible s'explique principalement par le fait que le portefeuille est as-

la planification permettra de mieux planifier et gérer les paiements de la contrepartie nationale et de réduire les délais dans le circuit de décaissements. La création et l'opérationnalisation en 2016 de la Direction générale de la mobilisation de l'aide extérieure et du partenariat (DGMAP), constitue un facteur positif pour un meilleur suivi du portefeuille. La réalisation de revues périodiques du portefeuille en collaboration avec la DGMAP ainsi que des séances de travail spécifiques avec les cellules d'exécution contribueront à résoudre les problèmes spécifiques rencontrés dans la mise en oeuvre des projets. Le plan d'amélioration de la performance du portefeuille a mis l'accent en 2015 sur i) l'appropriation des projets par les structures de tutelle, ii) le renforcement des capacités des cellules d'exécution, iii) la planification et le règlement de la contrepartie nationale, iv) le suivi pour la réalisation à temps des audits des projets ainsi que v) le suivi du portefeuille par la nouvelle direction DGMAP. La mise en oeuvre de ces mesures permettra d'accélérer le rythme d'exécution des projets.

Facilitation des échanges intra-communautaires et sous-régionaux

Le Togo va vers la dématérialisation du certificat d'origine des produits de l'Union

Dans le cadre des initiatives de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) pour accroître le niveau des échanges intra-communautaires et réduire les entraves au commerce de la sous-région, il est envisagé de dématérialiser le certificat d'origine utilisé dans les échanges des produits originaires de l'union, indique le ministère du Commerce. A cet effet un atelier national de sensibilisation et d'information sur la dématérialisation du certificat d'origine UEMOA a eu lieu le 04 novembre 2016 à Lomé. Organisé par le ministère du Commerce en collaboration avec Alliance africaine pour le e-commerce, cet atelier a regroupé tous les acteurs impliqués dans l'usage de l'émission du certificat d'origine UEMOA, à savoir la Direction de l'industrie, la Direction générale des Douanes, les opérateurs économiques, les experts du ministère en charge du Commerce. Les travaux a permis

d'échanger sur le concept et l'utilisation de la plateforme communautaire d'échanges du Certificat d'Origine UEMOA.

Par ailleurs, le Togo a mis fin à l'exigence aux frontières

circulaire estime que cette décision devrait faciliter les échanges agricoles régionaux. «En effet, l'exigence d'un certificat d'origine pour les cultures de base fraîches – souvent un prétexte pour de-



d'un certificat d'origine pour les produits de l'agriculture, de l'élevage et de l'artisanat de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). La circulaire a été émise début octobre, précise le portail CommodityAfrica.com. USAID West Africa's Trade and Investment Hub qui a multiplié les efforts pour que le Togo adopte cette

mander des pots de vin – viole le Schéma de Libéralisation des échanges de la Cedeao (SLEC) qui favorise la libre circulation des produits agricoles dans l'espace de la Cedeao», indique le Trade Hub. Une telle décision avait été prise en début d'année par le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

Améliorer l'accès aux produits et services financiers dans l'UEMOA La Banque Centrale réunit une table ronde des bailleurs

Le 24 juin 2016 à Lomé, au Togo, le Conseil des Ministres de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) adoptait le Document-cadre de politique et de stratégie régionale d'inclusion financière dans l'Union. En vue de sa matérialisation, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest (Bceao), en collaboration avec United Nations Capital Development Fund (UNCDF), vient d'organiser, hier jeudi 17 novembre à son siège à Dakar (Sénégal) une table ronde des bailleurs de fonds.

L'objectif de cette rencontre est, naturellement, de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en

oeuvre de la stratégie, en vue d'améliorer l'accès des populations à des produits et services financiers diversifiés, adaptés à leurs besoins et à coûts abordables, souligne un communiqué de presse de la Banque. Ont participé à cette rencontre, les partenaires techniques et financiers d'une trentaine d'institutions, qui accompagnent la Banque centrale dans son objectif de renforcement de l'inclusion financière des populations traditionnellement exclues du système financier de l'Union, à savoir les femmes, les jeunes, les populations rurales, les petites et moyennes entreprises ainsi que les personnes à faible

éducation financière.

Organisée sous la présidence du Gouverneur de la Banque centrale, cette table ronde est une étape importante dans le processus de mise en oeuvre de la feuille de route de la stratégie régionale pour les cinq (5) prochaines années. Elle a été l'occasion pour l'Institut d'émission de recueillir, auprès des bailleurs de fonds, leurs engagements fermes de financement de la stratégie, afin de relever le défi de la lutte contre l'exclusion financière dans l'UEMOA, pour une croissance inclusive et durable, au bénéfice des populations de l'Union, explique la Bceao.

Au Nigeria

Le taux d'inflation atteint un niveau record

Le taux d'inflation au Nigeria a atteint 18,3%, le plus élevé depuis 11 ans, a indiqué lundi 14 novembre Bloomberg Africa citant des données de la Banque centrale nigériane. Les prix ont augmenté de 0,8% par rapport au mois précédent. Cette inflation s'est accélérée en partie en raison de la pénurie du dollar causée par la chute du prix du pétrole brut, la principale

exportation du Nigeria. Cela a entraîné une hausse des coûts d'importation des biens de consommation et des machines. «Il semble que l'inflation n'ait jamais atteint ce niveau», a déclaré lundi Ogbo Okili, directeur général de Time Economics Ltd., basé à Abuja. «Nous pouvons le voir atteindre 19% avant la fin de cette année», ajoute-t-il.

En septembre dernier, le gouverneur Godwin Emefiele a maintenu le taux directeur de la banque centrale inchangé à 14% malgré les appels par le ministre des Finances, Kerri Adeosun, pour reconsidérer une augmentation précédente pour aider à stimuler la croissance. M. Emefiele annoncera la décision de la Banque Centrale du Nigeria sur la politique monétaire le 22 novembre prochain.

Scolarisation précoce

Un danger latent pour le cursus scolaire

Bien que la scolarisation précoce soit perçue comme une pratique illégale au Togo, des enfants de moins de 3 ans et de moins de 6 ans (âges requis) sont sans cesse inscrits respectivement au préscolaire et au primaire. Face à ce phénomène de plus en plus en vogue sur le territoire national, les avis sont partagés.

Etonam Sossou

La promotion de la scolarisation tous azimuts actuellement au Togo semble éprouver la psychologie des enfants. Cet assaut contre l'analphabétisme et l'ignorance est constaté dans tous les coins du pays avec parfois un mépris des principes liés à la psychologie de l'enfant. A l'école primaire publique X, environ une centaine d'élèves du CP1, suit les cours ce matin du 02 novembre. L'un d'entre eux éprouve de réelles difficultés à se concentrer pendant les leçons. «*Physiquement et mentalement, cet enfant diffère des autres qui ont l'âge normal*», explique son enseignant. Inscrit comme auditeur libre, Dieuonné va atteindre dans plusieurs mois les six ans officiellement requis pour être scolarisé à partir du CP1. Si son cas paraît isolé, la scolarisation précoce est un phénomène récurrent aussi bien dans le primaire que dans le préscolaire, notamment dans les établissements privés qui ouvrent d'année en année. A deux ans seulement, Auriara est admise à la petite section dans une école privée au lieu des trois ans recommandés. Le non respect de la réglementation fixant les âges d'accès au préscolaire et au primaire respectivement à trois et à six ans révolus au 31 décembre de l'année considérée constitue sans cesse un boulet au pied des apprenants et le personnel d'encadrement. Selon une monitrice, le suivi d'un enfant à scolarité précoce n'est pas du tout facile. «*On veut travailler, lui, il ne fait que pleurer. Quand tu le touches, il te griffe ou te demande de le mettre au dos ou refuse même de rentrer en classe*», déplore-t-elle. Un ensei-

gnant de l'école privée «*la réussite*» Max Afagnon abonde dans le même sens pour signifier les difficultés éprouvées par les enseignants commis à l'encadrement des enfants n'ayant pas l'âge requis pour rentrer au préscolaire ou au primaire. Quand bien même l'apprenant inscrit précocement est capable de parler correctement, il n'arrive pas à appréhender ce qui lui est enseigné. Max Afagnon explique que cette catégorie d'enfants, qui parvient à s'accrocher dans sa scolarisation avant l'heure, excelle souvent dans les langues, mais elle éprouve d'énormes difficultés dans les matières scientifiques. «*Si tu leur demandes de résoudre un problème à six solutions, on constate que ceux-ci, au regard de leur âge mental, n'arrivent pas à traiter intégralement le problème donné*», renchérit l'enseignant. Ils sont nombreux, les parents d'élèves qui vivent cette situation embarrassante. Leurs espoirs de forger rapidement des génies précoces s'évanouissent devant un lot d'entraves psychologiques liées au bas âge des inscrits.

Le revers de la médaille

Les projets de réussite et d'excellence rapides ne sont pas toujours au rendez-vous. «*Mon enfant (10 ans) n'a jamais redoublé, mais cette année, il a repris la 6^{ème}. Il refuse d'apprendre ses leçons qu'il trouve trop élaborées*», regrette Patricia, une parente d'enfant à scolarité précoce. Pour le directeur de l'école publique «*Y*», l'intelligence de l'enfant est comparable à un élastique qui évolue en fonction de sa croissance physique, psychique et psychologique: «*Quand vous donnez à l'enfant, ce qui dépasse sa capacité intellectuelle, vous lui*



faites du mal. Ce qui est dangereux pour son cursus scolaire», explique-t-il. Il ne cesse de rappeler l'application stricte de la réglementation à son personnel: l'âge prescrit doit être respecté pour que l'enfant connaisse une évolution psychologique et physique normale. «*Un collègue a mal vécu cette situation. Son enfant est arrivé en classe de terminale au BAC à l'âge de 16 ans, mais il a dû passer le Baccalauréat trois fois. Tout porte à croire qu'à un moment donné, il y a eu un blocage qui s'est produit*», déplore-t-il. Les responsables des enseignements préscolaire et primaire sont d'avis que les enfants apprennent mieux s'ils sont inscrits à l'âge requis. Cette conviction éducationnelle est battue en brèche par certains parents qui estiment que les établissements scolaires sont susceptibles de contribuer à l'éducation des enfants, même ceux inscrits avant l'âge requis.

Adiza Manoupig, parent d'enfant précocement scolarisé, reste

convaincue que l'école prépare progressivement les apprenants, ne remplissant pas le critère d'âge requis, à affronter les apprentissages utiles en les amenant à adopter certaines habitudes telles que le lavage des mains avant les repas, la discipline. «*De nos*

jours, on remarque qu'à deux ans, l'enfant est déjà éveillé. Donc on ne peut pas le laisser traîner à la maison comme dans le passé où les enfants partaient à l'école à sept ans», soutient-elle. Ce point de vue de Mme Manoupig, est perçu par des encadreurs comme

une échappatoire préjudiciable à l'avenir scolaire de l'enfant. «*En tant que professionnel, quand un parent dit que son enfant est éveillé, c'est qu'il est généralement un "emmerdeur", c'est-à-dire qu'il est prêt à déranger, à perturber et à s'amuser autrement*», confie un autre enseignant. Il invite les parents à faire la différence entre l'éveil et l'intelligence. L'éveil chez l'enfant se résume le plus souvent au développement rapide du langage et parfois au physique, tandis que l'intelligence renvoie à la maturité du cerveau, relève-t-il.

Malgré le chapelet de reproches à l'encontre de la scolarisation précoce, des spécialistes et des acteurs de l'éducation renchérisent pour signifier que les effets pervers de ce phénomène peuvent être atténués grâce un suivi continu et rigoureux des scolarisés précoces. Leurs avis sont également partagés par des parents qui prétendent, à cor et à cri que ceux-ci peuvent réussir leur scolarité à condition que les moyens nécessaires à leur accompagnement soient réunis.

Violence à l'égard des femmes dans le monde

7 femmes sur 10 touchées

La violence à l'égard des femmes est l'une des violations des droits des femmes les plus meurtrières et répandues dans le monde. Mondialement, jusqu'à 7 femmes sur 10 font l'expérience d'une forme de violence soit physique soit sexuelle pendant leur vie. La violence à l'égard des femmes peut revêtir plusieurs formes – physique, sexuelle, économique, psychologique – mais toutes ces formes représentent une violation de la dignité humaine et des droits de l'homme, et ont des conséquences à long terme sur les femmes victimes ainsi que leurs communautés.

Un décès de femme est imputable aux violences conjugales en moyenne tous les deux jours.

Dans les violences conjugales, les femmes représentent un peu plus de 92 % des victimes. Dans les cas de décès masculins, environ 70 % des femmes meurtrières avaient subi des violences conjugales.

En Afrique, les associations et autres ONG tentent de rallier l'opinion afin de réduire ce comportement qu'on assimilerait volontiers à un fléau. Une militante investie dans le combat contre les violences faites aux femmes, Mme Akinyi a relaté son propre vécu avant de se lancer dans cette bataille contre la violence. Elle explique que son mari la battait régulièrement et quand elle a osé demander le divorce, ce dernier l'a mal pris et a attenté à sa vie. Elle a

échappé de peu à une mort violente et a porté plainte contre ce dernier. Cette sinistre histoire s'est déroulée au Kenya. Elle aurait pu arriver n'importe où, au Maghreb, en Afrique centrale, en Afrique du Sud et pour quoi pas au Togo. L'aventure dramatique vécue par Mme Akinyi ne s'arrête pas là, le jugement de son affaire n'a toujours pas eu lieu. Elle a tout de même soulevé un gros problème, ainsi que l'opinion nationale de son pays. La justice est longue à traiter ses affaires de violence conjugale. Les femmes concernées étant souvent dépourvues de ressources sont amenées à avoir des avocats commis d'office, ce qui entraîne des retards dans le jugement de leur affaire.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1347 DE LOTO BENZ DU 09 Novembre 2016

Le tirage du mercredi 16 novembre porte le Numéro 1348. Lors du dernier tirage Dapaong, Blitta, Anié, Badou, Notsè, Kévé et Lomé sont les villes où nous avons répertorié des gagnants de gros lots.

A Dapaong c'est un gros lot de 1.000.000 FCFA qui a fait le bonheur d'un parieur qui a tenté sa chance auprès de l'opérateur 1117.

La ville de Notsè s'est démarquée par un lot de 500.000 FCFA et un lot de 750.000 F CFA gagnés sur les points de vente 2231 et 2249.

Les opérateurs 2402, 1402, 90224 et 2127 basés à Anié, Blitta, Kévé et Badou ont recensé respectivement un gros lot de 1.500.000 FCFA, deux lots de 750.000 FCFA et un lot de 500.000 FCFA.

Dans la capitale, nous avons enregistré, un lot de 500.000 F CFA, un lot de 625.000 F CFA, trois lots de 750.000 F CFA, deux gros lots de 1.250.000 FCFA, un gros lot de 1.500.000 F CFA, deux gros lots de 2.000.000 F CFA et un super gros lot de 2.500.000 F CFA sur les points de vente 6946, 60342, 5007, 5335, 70333, 30226, 90021, 70721, 50126, 50334 et 50344.

Après le grand tirage régional du 29 juillet 2016, des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2016. Au grattage, vous pouvez gagner jusqu'à 500.000 FCFA

Au tirage des gros lots sont encore à enlever :

- Pour la série K un lot de 1.500.000 F CFA

- Pour la série Y un lot de 1.500.000 F CFA et un lot de 1.000.000 F CFA

Alors n'hésitez pas ! Tentez votre chance en achetant à 200 F CFA vos tickets de la TCE 2016 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateur et auprès des vendeurs ambulants).

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

**Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !**

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1348 de LOTO BENZ du 16 Novembre 2016

Numéro de base

34

79

53

67

56

T MONEY

Pour y accéder,
composez
***145#**

Gérez tout via votre mobile !

✓ Simple ✓ Rapide ✓ Sécurisé

Transfert d'argent

Achat

Paiement

Souscription au service
gratuite

La banque digitale

BT CI



LE LEADER

service client : 808

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/Togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 et ISO 14001